

Délibération n° 2021-02-10/15

Objet : Adhésion à SOFAXIS (assurance statutaire) – revalorisation des tarifs

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
SEANCE DU MERCREDI 10 FEVRIER 2021**

L'an deux mille vingt-et-un, le mercredi dix février, le Conseil municipal de la commune de Pérols (Hérault), régulièrement convoqué le jeudi 4 février 2021, s'est réuni à 14 h, à titre exceptionnel et après information au Préfet salle Yves Abric, place Fanfonne Guillerme, dans le respect des règles de sécurité sanitaire et de distanciation sociale nécessaires à la lutte contre la propagation de l'épidémie de Covid-19, sous la présidence du Maire, Monsieur Jean-Pierre RICO.

La séance s'est déroulée sans public, conformément à la loi n°2020-1379 du 14 novembre 2020.

Nombre de membres en exercice : 29

Nombre de membres présents : 20

Secrétaire de séance : Patricia NIVESSE

Présents : Jean-Pierre RICO

Mario MARCOU - Jocelyne TAVERNE - Marc PELLET - Xavier MIRAULT - Christiane PISTRE - Françoise BERTOUY - Jean-Marc MALEK - Maryline BENEDETTI - Brigitte RODRIGUEZ - Michel LITTON - Jean-Marc LEÏENDECKERS - Francine BOYER - Patricia NIVESSE - Fabrice IRANZO - Philippe CATTIN-VIDAL - Véronique CHIREUX - Laurent CHAMARD-BOIS - Laurent TATON - Caroline SAROCHAR

Absents représentés : Olivier BOUDET *pouvoir à* Mario Marcou - Colette MORETEAU *pouvoir à* Marc PELLET - Pascale MARCHAL *pouvoir à* Jean-Pierre RICO - Benoît DELTOUR *pouvoir à* Christiane PISTRE - Romain CASAS-MATEU *pouvoir à* Xavier MIRAULT - Laurie BELTRA *pouvoir à* Jean-Pierre RICO - Isabelle GIANIEL *pouvoir à* Véronique CHIREUX - Cathy PROST *pouvoir à* Caroline SAROCHAR.

Absente excusée : Bernadette CONTE-ARRANZ.

Le quorum étant atteint, conformément à l'article 6 - IV de la loi n°2020-1379 du 14 novembre 2020 autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire et portant diverses mesures de gestion de la crise sanitaire, l'assemblée peut délibérer.

Rapporteur : Madame Françoise Bertouy, adjointe déléguée aux ressources humaines, à l'entreprise, à l'emploi et à la formation professionnelle

Conformément aux dispositions de la convention d'adhésion à la mission facultative assurance statutaire pour la période du 1^{er} janvier 2019 au 31 décembre 2022, le Centre de gestion de l'Hérault, appuyé par un cabinet spécialisé, assure un suivi régulier de la sinistralité de la collectivité et une analyse du compte de résultats réalisée annuellement.

Les résultats constatés sur les exercices 2019 et 2020 impliquent l'activation de la clause contractuelle d'ajustement tarifaire qui se traduit par une majoration du taux de cotisation à hauteur de 120 %, soit un taux de 2,42 % (au lieu de 1,10 %) à compter du 1er janvier 2021.

Seuls les sinistres survenant à compter du 1er janvier 2021 sont concernés par cette hausse, les sinistres antérieurs demeurant remboursés intégralement.

Par ailleurs, les montants des capitaux décès et frais médicaux ne sont pas concernés par cette mesure.

L'étude réalisée porte sur les arrêts de travail dont la date de survenance est 2019, les chiffres étant arrêtés au 30/09/2020. Le rapport des sinistres sur prime nette s'établit selon un ratio en % entre le montant des remboursements versés, auquel s'ajoutent les provisions et celui des primes encaissées par l'assureur, frais de gestion déduits.

Il est proposé au Conseil municipal de bien vouloir autoriser Monsieur le Maire à :

- Prendre en compte la revalorisation de la tarification au titre de l'assurance statutaire à partir du 1^{er} janvier 2021.
- Dire que les crédits seront inscrits au budget primitif 2021 de la commune.

GARANTIES ACTUELLES

Taux de remboursement des indemnités journalières : 100%

Décès Accident Travail (Frais médicaux – Indemnités Journalières -Maladie professionnelle)	1,10 %
--	--------

NOUVELLE PROPOSITION

Taux de remboursement des indemnités journalières : 100%

Décès – 0,14% Accident Travail (Frais médicaux – Indemnités Journalières -Maladie professionnelle) – 2,28%	2,42% <input type="checkbox"/>
---	--------------------------------

Après en avoir délibéré, à l'issue d'un vote à main levée, le Conseil municipal adopte la présente délibération à l'unanimité.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Fait à Pérols,
 pour extrait conforme le 10 février 2021
 Le Maire
 Jean-Pierre RICO

